

C.G.T. refusait de signer... mais depuis N'A PLUS REPARLE de l'augmentation des salaires.

D'ailleurs, dans le cadre des mesures anti-ouvrières qu'implique la rentabilisation de la S.N.C.F., la C.G.T. ne va-t-elle pas jusqu'à défendre la direction générale, en butte aux exigences du gouvernement ?

« En conséquence, déclare un rapport intérieur de la C.G.T.-Cheminots adressé à la commission administrative, la direction de la S.N.C.F. contrainte de normaliser ses comptes dans les conditions d'une politique de transports qu'elle n'approuve pas sur toute la ligne..., etc. »

La S.N.C.F., notre outil de travail, déclare également la C.G.T. est attaquée par le gouvernement des grands monopoles, et même la direction de l'entreprise n'est pas d'accord. Ainsi la C.G.T. considère-t-elle la S.N.C.F., ainsi d'ailleurs que toutes les entreprises nationalisées comme des conquêtes ouvrières qu'il faut défendre. Régulateur des processus économiques, outil privilégié dans le cadre de la concurrence intercapitaliste ? Non pas pour la C.G.T. La défense de la nationalisation démocratique est une fameuse étape sur le chemin de la démocratie avancée !

C'est à partir de cette « stratégie » de la C.G.T., des grèves sabotées, du refus de mener les luttes, que s'est révélé le courant critique dans la C.G.T. Et ce, malgré le poids réel de l'étouffoir bureaucratique. De nombreux militants se posent des questions. La Ligue Communiste apporte un corps de revendications CONFORME AUX INTERETS DES CHEMINOTS.

● LA C.F.D.T.

La Fédération des cheminots C.F.D.T. est l'héritière directe de la C.F.T.C. C'est donc une direction droite, de collaboration de classe qui y est en place. Ainsi lors de la signature de l'accord contractuel de février 1970, le « Cheminot de France » titrait : oui à l'accord, mieux que l'échelle mobile ! Et, comme il fallait créer autour de cette signature, un courant d'acceptation, la C.F.D.T. déclara avoir consulté « la base » qui a ratifié l'accord par 92 % de majorité.

Ce genre d'acceptation, la C.F.D.T. a l'habitude de le réaliser. Pourtant, au récent congrès de la centrale, la condamnation de la politique des contrats, pose à la C.F.D.T. quelques problèmes, d'autant plus bien sûr, que beaucoup de militants ne « marchent pas » : les 92 %, une blague !

Le courant critique de la C.F.D.T., est très souvent animé par des militants jeunes, qui s'organisent notamment dans les foyers de célibataires contre les répressions, les brimades même, qui y règnent. Récemment, à Besançon, la section syndicale C.F.D.T. de la gare Viotte. lança une grève contre la fermeture du quai-marchandises : un mouvement qui avait pour fonction de poser le problème des suppressions d'emploi. Le syndicat C.G.T. trahit le mouvement, l'accusant d'être aventuriste (n'avait-on pas retenu le chef de gare, jusqu'à ce qu'il donne des engagements précis ?). A peine soutenu par la fédération C.F.D.T., désavoué par la C.G.T., la répression patronale s'abattit ; c'est après que la C.G.T. protesta timidement. Elle avait dépêché sur place plusieurs « permanents » du secteur fédéral pour commenter un long texte « sur le gauchisme de la C.F.D.T. de Besançon, qui, de plus entretenait des relations avec des étudiants ».

Révélatrice en soi, la lutte de Besançon est aussi caractéristique des luttes permanentes que se livrent les directions syndicales : la presse syndicale ne manque jamais de faire une large place aux querelles, aux insultes même : cette division syndicale profonde, au fond anti-ouvrière, est toujours sévèrement jugée par les cheminots.

Il est vrai que l'intégration totale de F.O. le corporatisme étroit de la caste de la Fédération Autonome des Cadres, les restes de la C.F.T.C. maintenue, n'aident pas à la clarification... Pas plus que l'esprit catégoriel de la F.G.A.A.C., d'ailleurs.